

VI. Environnement, quand tu nous tiens : de l'égoïsme à l'écologie

Les constats

Environnement : voilà bien un mot qu'on emploie, il faut le dire, à toutes les sauces. Pas un emballage, pas une notice de véhicule ou une bouteille, pas une association de quartier, pas un menu ou une chambre d'hôtel qui ne se réclame aujourd'hui de l'environnement ou de sa préservation réelle ou supposée. Pas un bulletin d'information à la radio ou à la télévision qui n'évoque la défense de l'environnement ou les atteintes qu'il subit. Les associations internationales qui brandissent son drapeau, comme Greenpeace, sont, ou ont été parmi les plus populaires des ONG.

C'est un signe : le mot, si ce n'est sa signification, a fait son entrée au panthéon de nos dieux lares.

Nous savons tous que, tout au moins dans les pays denses de l'Europe ou de l'Asie, l'Homme est devenu essentiellement un être essentiellement urbain, ce qui induit un comportement spécifique. Comme le Parisien, qui s'ennuie sans immeubles, sans magasins et sans voitures car l'ensemble de tout cela est devenu son milieu naturel, au même titre que la pollution, le bruit, les contraventions ou l'odeur du métro. L'être humain s'adapte remarquablement à son « environnement ». Heureusement d'ailleurs, où trouverait-il en effet son petit bonheur s'il ne parvenait, grâce précisément à cette adaptabilité, à supporter et à sublimer des conditions de vie somme toutes médiocres voire mauvaises dans certains cas ?

Pour cela, il s'approprie et positive son milieu voire même l'idéalise pour mieux y vivre. On comprend alors la tristesse des habitants d'une barre, riche d'un vécu humain difficile mais intense, lorsqu'ils la voient un jour implorer. On écoute aussi la nostalgie des Parisiens exilés en banlieue par la montée des loyers ou le stress de la recherche vespérale du stationnement, expliquant à leurs voisins sceptiques les délices d'une vie antérieure à leur exode chez les sauvages. Peut-être est-ce aussi pour cela, que l'*homo sapiens* des villes, marquant à la manière des animaux son territoire, s'approprie et agresse à la fois son territoire : « promenade » matinale et vespérale des chiens, invasion des trottoirs par les voitures à qui l'on prétend au mépris du bon sens réserver toujours davantage d'espace. Tout cela marque les limites de l'espèce et même, à l'intérieur de l'espèce, l'arrivée des jeunes mâles cherchant à obliger les adultes installés à leur reconnaître des zones que des graffiti aussi indélébiles que possible permettent d'identifier.

En même temps, l'homme vit en permanence une aspiration à autre chose. Le plus enraciné des habitants de la banlieue la plus déshéritée aspire à la pureté, au calme, à la beauté aussi bien que le cadre stressé qui n'a jamais le temps.

Les émissions Thalassa comme Ushuaïa, vantant la Nature et les sports extrêmes, les photographies d'Artus Bertrand drainent un vaste public. Les budgets les plus modestes recherchent sur Internet le plan vacances qui va bien avec voyage dégriffé aux Antilles ou aux Seychelles. Les parcs naturels font recette. Au risque de finir dans une avalanche, les surfeurs et autres skieurs veulent absolument de la neige vierge. Pour les bobos, le trekking au Népal, le stage de conducteur de traîneau au Québec ou la méharée dans le Sud Algérien sont le *must*. Dans un genre différent, il est frappant aussi de constater que chaque fois qu'une ville ou un Conseil Général entretient ou restaure un château, un parc, une forêt, c'est immédiatement un succès populaire. Les initiatives récentes de la Ville de Paris rencontrent une large adhésion malgré leur caractère parfois audacieux. Et à la campagne, dans le milieu si décrié de la chasse, il n'y a pas que des viandards : pour de

nombreux chasseurs, ce n'est pas tant le tableau de fin de journée qui compte mais un contact étroit jusqu'à la pénibilité avec la nature, le travail instinctif avec le chien, le regard nouveau qu'on jette sur des paysages pourtant familiers mais à d'autres heures et dans un autre contexte.

Deux premières remarques donc, c'est qu'il y a en fait dédoublement des milieux : à un écosystème originel exempt de pollutions humaines olfactives, visuelles, auditives ou autres et régi par des rythmes naturels, l'homme urbain s'en est substitué un autre, artificiel celui-là et avec lequel il entretient une relation spécifique, faite à la fois de haine et d'affection, de plaisir et de stress : il l'aime et le déteste à la fois. En même temps, il le blesse et le valorise à la fois puisque la pollution est aussi un acte transitif reliant au milieu, un acte d'appropriation en même temps qu'un acte d'évacuation des déchets de la vie. Ce rejet de pétrole, cette carcasse de voiture, cette crotte de chien marque mon passage.

L'un des symboles de ce comportement complexe sont les tags, devenus un comportement mondial et dont les auteurs sont généralement des étudiants, porteurs symboliques des aspirations d'une société. Les tagueurs ornent de leur conception du beau et de la liberté les quais du RFF mais aussi les beaux (et les moins beaux) wagons de la SNCF.

Les tags sont à la fois marquage de territoire et volonté d'esthétique sur un milieu familier jusqu'à l'écoeurément et les policiers savent bien que, contrairement aux délinquants ordinaires, les tagueurs revendiquent généralement leur acte.

Quant aux maires, ils ne savent comment éradiquer les dépôts sauvages de sacs d'ordures, d'excréments canins et d'encombrants : il ne suffit pas de taxer un geste quotidien d'incivisme et de menacer les gens des foudres de la Loi pour résoudre un problème, quant il est aussi lié que ceux-là à un milieu et probablement à la qualité –ou à l'absence de qualité- de ce milieu.

Les mêmes incohérences fonctionnent qu'en matière de morale: la même âme sensible qui voudrait interdire aux Inuit la chasse traditionnelle au phoque ou à la baleine, ne pense même pas aux millions de poulets, de porcs ou de bovins électrocutés quotidiennement pour finir leur triste vie dans son assiette ou celle de ses millions de concitoyens. Et les problèmes culturels des Inuit ne lui coupent pas l'appétit. Un emballage appétissant, une publicité séduisante, les cris des enfants auront raison des principes lorsque c'est son quotidien qui est en jeu. Au contraire, le devoir de critique en face de traditions étrangères devient un devoir de consommateur responsable soucieux de la traçabilité et même de la gustativité.

Ce rapport contradictoire entre l'homme et un milieu de vie qu'il veut à la fois dégrader et protéger est probablement au cœur de l'écologie et il implique, lorsqu'il faudra trouver une politique et des solutions efficaces, de s'adresser non seulement à la raison mais aussi au cœur voire même aux tripes, en mettant en jeu l'instinct d'existence.

Ailleurs, c'est plus simple !

Une troisième remarque, c'est qu'il est sans doute plus simple sinon plus facile d'identifier et donc de combattre le problème lorsque il s'agit du rapport direct entre une nature ostensiblement sauvage et des « agresseurs » qui n'y vivent pas en permanence. Dans la mesure où la science est véritablement parvenue à les comprendre, la défense des écosystèmes de la Nature paraît logique et compréhensible à tous.

Il faut certes établir les conséquences logiques de certains comportements : si tout le monde veut partir en Thaïlande, il va être difficile de réduire le trafic des aéroports ; si tout le monde veut son salon de jardin en teck, le bois en question et d'ailleurs beaucoup d'autres essences indonésiennes en souffriront voire en périront ; si tout le monde veut

acheter emballé, les réserves de pétrole paieront et les forêts de conifères prospéreront aux dépens de celles de feuillus.

En gros, c'est assez simple à comprendre et c'est de mieux en mieux compris, même si les conséquences ne sont pas encore tirées dans la plupart des cas. Et de façon générale, c'est surtout ailleurs, dans les pays moins développés ou chez les grandes puissances ignorant la protection de l'environnement qu'il faudra faire quelque chose.

Mais sur le terrain, dans notre milieu quotidien, dans notre « environnement », terme essentiellement ambigu puisqu'il désigne à la fois ce qui devrait être et ce qui est, la contradiction est moins facile à mettre en évidence, quoique nous la vivions tous les jours et même la transportons avec nous. Les conséquences individuelles de l'évolution d'un comportement collectif sont beaucoup plus difficiles et plus lentes à tirer.

Dans la plus petite ville notre citoyen vit à l'interface, aussi faible soit-elles des trois milieux que sont l'Air, la Terre et ses dépendants végétaux ou animaux et l'Eau.

Que l'air soit pollué, la terre imperméabilisée par le macadam et l'eau enfermée six pieds sous terre dans les réseaux, peu importe. Ce contact existe et il peut être, avec de la volonté, restauré. Mais dans l'ensemble et depuis longtemps déjà, nous avons collectivement entrepris de réduire de nous-mêmes cette interface, de nous enfermer dans un milieu totalement minéral, brutal et laid mais devenu familier, au sein duquel quelques espaces verts sauvegardent notre bonne conscience.

Quel maire désireux de recréer des bassins versants non asphaltés, de créer un réseau séparatif, de faire resurgir l'eau en surface, d'encourager un traitement en deux phases des effluents, de réduire la circulation des véhicules, de faire ramasser les excréments canins par les maîtres des chiens, ne se voit pas opposer des arguments dits « de bon sens » : « Personne ne fait ça ! » ; « Les Gens n'accepteront pas ! » ; « Ca coûte trop cher ! » ; « Ce n'est pas notre rôle ! » ; « C'est dangereux, pense à nos responsabilités ! » ; « C'est ridicule ! » , « Si tu veux qu'on soit réélus ! » et bien d'autres encor.

Dans tous les grands organismes (ONF, Télécoms, EDF/GDF ou les Services de l'Etat), des « gestionnaires » solidement abrités derrière les sacs de sable menacent les imprudents qui voudraient investir dans une gestion intelligente de l'environnement de déclencher un tir nourri.

Personne n'explique par contre les gaspillages insensés provoqués par la course à la technologie dans le câble ou les télécommunications en général, la stupidité qu'il y a eu à couvrir la France de réseaux aériens pour le plaisir de les effacer ensuite à grand renfort d'argent du contribuable, les coups d'accordéon dans la gestion de la voirie et l'insuffisance chronique des moyens dégagés pour les transports en commun ailleurs qu'à Paris. Personne n'explique non plus l'obstination qu'il y a à développer les réseaux unitaires d'assainissement ou à empêcher les collectivités locales de détenir les emprises foncières, donc la possibilité d'investir « gratuitement » au bénéfice des générations, dans le développement durable ou plus simplement dans des bâtiments publics de haute qualité. Cet argent qu'on cherche à « économiser » aujourd'hui produit en fait des intérêts négatifs. Dans quelques années, quitte à s'en mordre les doigts, il faudra en effet en réinvestir bien davantage, sous la contrainte de réglementations européennes et en payant en plus pour la non-application de celles-ci ! Tout cela, pour le plus grand bénéfice des grandes sociétés privées des secteurs de l'assainissement, de l'eau ou du BTP.

Même si une personne normalement intelligente peut comprendre qu'il est idiot de traiter dix fois plus d'eau polluée que nécessaire, de transformer nos rues en déversoirs lorsqu'il

pleut, d'utiliser 20% du potentiel de nos véhicules, de construire n'importe quoi n'importe où, de refuser les excréments humains dans les rues mais de les accepter s'ils sont canins, préjugés et habitudes continuent à dominer jusqu'au jour où la preuve par l'absurde s'impose.

Un peu partout autour de nous, dans la plus petite ville comme dans la plus grande, nous continuons à régresser : les Services Techniques des collectivités territoriales, les DDE et bien d'autres recouvrent consciencieusement et à grands frais la croûte terrestre qui nous porte de divers enduits. L'EDF/GDF, France Télécoms et leurs complices continuent à implanter de hideux réseaux et des boîtiers de même, au motif intelligent qu'ils n'ont pas les moyens de faire beau « en plus ». Les antennes-relais de portables décorent le paysage tous les kilomètres ou hérissent de nouveaux bâtiments, alors qu'en attendant un peu il y aurait sûrement le moyen de les miniaturiser. La densité routière augmente sans cesse alors que de plus en plus de capitales placent leur centre en alerte rouge.

La rage du « tout thermique » que l'Etat impose pour un complexe mélange de raisons syndicales, financières, fiscales et routinières génère un accroissement permanent de la pollution de l'air du fait de l'augmentation permanente du nombre de véhicules.

Quant aux effluents liquides, malgré un plafonnement des consommations d'eau, ils courent sous terre en volumes de plus en plus importants en application de l'équation : transports individuels = étanchéité des revêtements = nécessité d'augmenter les débits de transport et de traitement des réseaux unitaires jusqu'à la mer.

Mais le gaspillage privé dépasse de loin de gaspillage public, puisqu'il est le principal vecteur de la consommation. Les emballages, les engrais, les équipements divers allant de l'ordinateur à l'appareil photo, utilisés par le particulier au dixième voire au vingtième de sa puissance, tout est fabriqué sans aucun égard à l'utilité marginale du produit, la bulle consommatrice continuant à enfler démesurément.

Mais ce rapport ambivalent et contradictoire entre l'Homme et son environnement urbain, nous le transportons, aussi, tel l'escargot et sa coquille.

Non content d'imposer progressivement la pollution à son milieu de vie et de consommation sédentaire et urbain l'Homme, épris de virginité et de pureté, fait voyager ce milieu avec lui. Qu'il s'agisse de la montagne, de la Mer, de l'espace aérien et déjà intersidéral, les déchets envahissent aujourd'hui l'espace le plus protégé.

La Ville se transporte dans les grands milieux : la Terre, avec les sports d'hiver, la Mer avec les croisières et les plages, l'Espace avec les voyages aériens. Partout elle y exporte ses difficultés et ses problèmes et particulièrement ce symbole de civilisation et de régression à la fois : l'emballage, à commencer par la bouteille en plastique qui paradoxalement sert principalement à transporter de l'eau, sucrée ou non.

L'emballage est civilisation puisqu'il est synonyme de marketing, d'information, d'hygiène. Mais il est aussi régression puisqu'il contient en germe le gaspillage des ressources d'énergie, l'inutilité par rapport aux besoins réels et l'étouffement progressif de toute forme de vie naturelle.

Ainsi vont les oiseaux : sédentaires ou migrateurs, partout où ils font leur nid ils se retrouvent confrontés au problème de la pollution du nid. Et l'on peut facilement « modéliser » d'après la Nature. Certains d'entre eux fabriquent des concentrés enveloppés d'une fine pellicule qu'ils avalent, réduisant progressivement le taux d'évacuation. D'autres évacuent des « pelotes » acceptables par l'environnement où elles se dissolvent progressivement. D'autres enfin vivent dans un cloaque permanent mais leur plumage est revêtu d'un enduit qui les protège de l'envahissement des parasites.

Tout comme pour nous, le nombre des solutions possibles est limité, mais un choix existe et certaines « nouvelles » solutions méritent d'être explorées ! Tel l'instituteur penché sur l'épaule de ses élèves qui planchent dans une interrogation et les aide d'une mimique, la Nature nous fait comprendre les méthodologies possibles qui existent puisque bien avant l'Homme, la pollution physique, animale ou végétale existait déjà sur cette terre : éruptions volcaniques planétaires, développement galopant de certaines espèces d'animaux ou de plantes, épidémies diverses.

Une chose a changé cependant : au fil des siècles, on est passé du stade de la déjection directe de type animal à la production de plus en plus galopante de déjections indirectes : animales toujours mais aussi pollution par les emballages, par les effluents gazeux, liquides ou solides du transport et de l'industrie. Et puis, les quantités ont énormément augmenté, au fur et à mesure que l'humanité grandissait bien sûr mais aussi avec la naissance puis le progrès galopant de la civilisation de consommation.

C'est la proportion du déséquilibre entre le milieu et sa capacité à recréer les équilibres qui a changé : de l'indigestion momentanée de la Nature qui reprend un jour ses droits, on est passé à sa destruction partielle mais continue. Il y a destruction directe et parfois totale, sans doute irréversible, de milieux comme les forêts, les lacs ou les savanes, bien sûr, et pas seulement en Asie, en Afrique ou en Amérique du Sud. Mais il y a aussi disruption réelle ou supposée des cycles de reconstitution. Tout près de nous, regardons le milieu de la pêche, de la chasse ou contentons-nous d'admirer la jolie brume grisâtre qui flotte, y compris au-dessus des cités maritimes ou montagnardes. L'évacuation ne se fait plus, la dissipation n'a pas lieu, l'absorption a cessé.

Mais y a-t-il **prise de conscience** ?

Bien sûr, autour de nous, les citoyens ont pris conscience du problème environnemental et dans certains cas ils agissent. Parfois naïvement, ils sont disposés à se mobiliser pour que la Planète ne se transforme pas en milieu invivable dans quelques générations. Même dans des pays où l'écologie coûte cher à court terme du fait d'une répercussion immédiate sur un niveau de vie déjà faible, de nombreuses voix se font entendre. De forts débats ont eu lieu et ont toujours lieu, diverses organisations cherchent, avec des tactiques différentes, à imposer la voie du bon sens pour une citoyenneté mondiale de l'écologie.

Politiquement, de nombreux citoyens se sont portés sur les formations associatives ou les partis qui faisaient ou font toujours de la défense de l'environnement l'essentiel de leur programme. Mais cette mobilisation n'est pas permanente et elle se laisse facilement leurrer, publicité et propagande aidant, vers d'autres objectifs qui n'ont qu'un lointain rapport avec le sujet. Les formations politiques écologistes dérivent de plus en plus vers la politique générale, sans que le message dont ils étaient porteurs ait pour autant été relayé dans les mêmes proportions par les formations politiques générales.

Au niveau des entreprises, on en est encore principalement à l'exploitation commerciale de ce phénomène, même si de nombreuses réglementations commencent à produire leur effet. Les entreprises de distribution intégrée se montrent particulièrement habiles : tout en fouettant la consommation dans des domaines souvent dommageables à l'environnement, elles arrivent à grand renfort de concours et d'étiquetage à convaincre une partie de leur clientèle du caractère exemplaire de leur comportement et récupèrent les gogos pour le plus grand bien de leurs chiffres d'affaires

Certaines entreprises bien sûr montrent l'exemple mais dans un contexte de marketing débridé et de mondialisation, il n'est pas facile d'éviter les débauches de conditionnement et d'énergie. Comment lutter en effet, si l'on veut vraiment jouer le jeu, contre des concurrents qui trichent sans vergogne en utilisant des filiales ou des sous-filiales, en systématisant la sous-traitance ou en ayant recours aux appels d'offres ?

Au niveau des Etats, la prise de conscience paraît encore moins évidente et surtout la conscientisation des administrations en vue de leur action directe et indirecte est extrêmement lente. Certes, une certaine osmose a eu lieu : les idées écologiques ont pénétré le milieu politique européen cependant que les formations écologistes se sont politiquement banalisées. Mais, à part quelques pays, la prise de conscience ne s'est guère traduite dans des gestes politiquement forts, même lorsque diverses catastrophes rappellent leur nécessité : les plus hautes autorités vont se déranger pour des accidents spectaculaires, pas pour des pollutions majeures qui mettront en jeu pendant des années le gagne-pain de populations entières. Les risques réels ou supposés concernant la santé publique ont eu des conséquences incomparablement plus importantes dans les media et dans la législation ce qui paradoxalement peut nuire au but recherché : comment demander en effet à des secteurs d'élevage affectés par de véritables psychoses du consommateur de réserver en même temps des moyens importants à l'assainissement de leur mode de production ?

Quant à l'international, on y retrouve le concept américain des *rogue states*, des états voyous qui non contents de menacer leur propre environnement, entendent au nom de critères économiques et financiers voire idéologiques ou raciaux dévaster également celui des autres. On tremble à l'idée que les Etats-Unis, la Russie ou la Chine pourraient s'appropriier ou continuer à s'approprier par achat, conquête violente ou élimination de populations, des zones frontalières immenses et faiblement peuplées pour continuer à détruire.

Le fameux protocole de Kyoto n'est sans doute pas prêt d'être paraphé par les plus grands pollueurs de la planète !

Du côté de l'Ouest, l'étendue du territoire a servi de prétexte à la destruction, avant qu'on cherche à négocier ou à arracher des droits à polluer ailleurs.

Du côté de l'Est, l'exploitation des atteintes à l'environnement sous forme de chantage financier a succédé à l'industrialisation ou à la militarisation sauvages.

Du côté du Sud, la cupidité associée à la misère dévaste mers et forêts.

Au fond, plus l'impunité existe, plus l'on est loin des conséquences directes d'un comportement irresponsable, plus l'on est proche d'intérêts économiques multinationaux ou localement mafieux, moins la prise de conscience existe et plus le combat sera dur.

En tout état de cause, alors que la prise de conscience et le débat existent, la prise en compte par les responsables professionnels, économiques, politiques et par le citoyen lui-même de la nécessité d'un changement d'attitude ne s'opère qu'à un rythme très lent, à un rythme beaucoup plus lent en tous cas que les dégradations souvent irréversibles de l'environnement.

Stupidité, inconscience, égoïsme, optimisme fondamentaliste, cynisme infernal ?

Il y a un peu de tout cela. Mais sans doute faut-il creuser davantage le sujet pour espérer démonter les mécanismes essentiels de l'erreur afin de mieux la combattre, que ce soit devant notre porte ou sur la grand'route.

Il s'agit finalement, si l'on suit le fil directeur de notre réflexion, de classer les problèmes en vue d'une stratégie globale. Et dans cette analyse, au fond, on a affaire à des agents qui évoluent dans des milieux. En observant leurs comportement dans des micromilieus locaux ou d'autres, plus vastes et plus ou moins protégés, plus ou moins régénérateurs, il est possible de comprendre les dangers les plus immédiats et le pourquoi de ces dangers, qu'il s'agisse du prélèvement excessif des ressources du milieu ou de la destruction pure et simple des ressources naturelles, quelle que soit leur nature.

Le particulier professionnel ou non, l'entreprise, l'Etat se meuvent dans ces différents milieux, entrecroisant leurs voies et créant souvent des situations telles que l'action curative devient difficile.

Les milieux exposés

- Micro milieux :

La rue, au sens large, est par excellence le domaine de l'urbain. Elle est aussi le théâtre de l'incivilité écologique et elle l'a, d'ailleurs, toujours été. Ce qui est intéressant par contre, c'est de voir son évolution. D'abord, il y a la séparation progressive en plusieurs « phases » : la chaussée en principe asphaltée, envahie par toujours davantage de véhicules, les réseaux filaires et les réseaux creux : assainissement, eau, gaz et les aériens : réseaux mais aussi mobilier urbain, officiel ou non. Elle nécessite un nettoyage régulier des salissures et aussi des déchets générés par les riverains, parfois aussi par les utilisateurs de la chaussée. Evidence, tout cela ? Oui, en un sens. Mais est-elle organisée, cette rue, pour accueillir et limiter les pollutions physiques, auditives, visuelles, olfactives de toutes sortes. Non. Elle est restée, au fond, l'antique ruelle non entièrement pavée, où les immondices et les eaux circulaient en surface mais elle s'est simplement civilisée depuis le début du XIXème siècle en organisant sa surface : trottoirs, chaussée, espaces verts. Les matériaux n'ont guère évolué et ils ne se sont guère adaptés à de nouvelles fonctions.

Ce n'est pourtant pas impossible : on peut rêver à des chaussées perméables, à l'utilisation d'enduits absorbant le bruit sur les façades d'immeubles et au retour des matériaux nobles, à une circulation souterraine des immondices, à une généralisation des déchetteries, au retour de l'eau en surface. On peut rêver à des transports publics beaucoup plus présents et beaucoup plus confortables, à des vecteurs d'information plus modernes que les millions de tonnes de papier perdues chaque jour. Trop cher, tout cela, dira-t-on ? Moins cher en tous cas, que les gaspillages insensés et les conséquences humaines d'une façon de vivre de plus en plus préjudiciable aux générations futures.

La campagne, elle aussi, a ses problèmes. Tout le monde est sensibilisé aujourd'hui aux pollutions agricoles diverses et aux problèmes de nappes phréatiques, de surexploitation des carrières, de désertification de certaines régions, d'arrivée en pleine campagne à grand renfort de distribution de subventions, d'installations de stockage de déchets divers.

Mais il y a aussi la vie de ceux qui habitent ces espaces : le nombre de ceux qui y administrent le milieu, agriculteurs ou employés des collectivités, diminue toujours davantage. Les producteurs doivent quotidiennement accueillir les transports lourds d'aliments ou de produits et améliorer sans cesse la productivité de leurs exploitations.

Les uns et les autres doivent se mécaniser, cependant que le tissu routier ne cesse de se resserrer aux dépens de la faune et de la flore et que le bruit des avions se fait entendre à peu près partout : la campagne s'urbanise et il y a risque à moyen terme, d'une baisse importante de la qualité de vie. Les techniques traditionnelles de traitement des surfaces et d'organisation du territoire peinent à suivre dans la mesure où, ici aussi, des considérations financières et administratives prennent le pas sur la nécessité absolue de préserver l'environnement.

Les zones industrielles et aéroportuaires sont évidemment les plus touchées et des accidents récents ont mis en évidence le grave danger que constitue l'enserrement progressif d'installations sensibles à l'intérieur du tissu urbain. C'est parfaitement logique : la loi n'étant pas rétroactive, les installations une fois mises en place restent sans qu'on y fasse quoi que ce soit dans la mesure où le danger ou les nuisances se constituent ex-post par l'arrivée de la densification autour du site et non par l'installation d'un site en zone urbaine constituée !

Le trafic aérien se développe toujours, merci pour lui, avec toutes ses conséquences sans que de nouvelles normes édictées par les pays les plus menacés voient le jour. Au contraire, ce sont les pays les plus pollueurs qui les fixent, ces normes. Dans la logique libérale c'est normal, puisque ce sont eux qui construisent le plus d'avions et d'aéroports. L'anti-législation est au travail : non seulement je pollue mais j'impose dans les faits aux autres d'en faire autant ! Il y a bien d'autres cas de ce type, qu'il s'agisse d'usines d'incinération, de densification routière ou, en zone agricole, de densification de l'habitat dans des zones non préalablement « nettoyées » d'éléments de pollution.

- **Mégamilieux**

L'invasion des pollutions touche aussi, bien sûr, et pour des raisons diamétralement inverses, des zones très vastes privées de protection, du fait qu'elles sont plus ou moins considérées comme bien sans maître. Ici, l'on pollue parce qu'on ne peut faire autrement, là au contraire on détruit parce qu'on ne voit aucune raison de s'en abstenir. Les zones forestières ou subdésertiques, en contact direct avec l'exploitation sauvage des dernières ressources, font l'objet de menaces sur lesquelles il est inutile de s'attarder tant elles ont été médiatisées, et c'est tant mieux. Mais il existe bien d'autres mégamilieux, moins souvent évoqués et qui souffrent eux aussi, de plus en plus.

L'Océan, refuge de la liberté, est menacé par cette liberté même par ceux qui le surexploitent, polluent sous les formes les plus diverses, s'en servent pour mille trafics néfastes. Mais il rend souvent cette pollution, sous forme de marées noires, d'emballages échoués sur nos côtes ou d'épidémies végétales à des populations sans défense qui n'en sont généralement pas responsables.

Les techniques de pêche deviennent dévastatrices et ne peuvent guère être contrôlées, même dans les zones économiques, faute de bases juridiques solides et de flottes suffisantes pour faire appliquer un éventuel Droit de la mer.

Les fonds abyssaux, encore relativement indemnes jusqu'aux toutes dernières années, sont de plus en plus exploités sauvagement et l'on voit ici aussi apparaître les mêmes logiques. Ceux qui s'en chargent sont les détenteurs des techniques les plus évoluées et de deux choses l'une : ou bien il s'agit de pays disposant d'une forte avance technologique mais qui ne sont pas actuellement des puissances mondiales comme le Japon ou il s'agit des gros bras habituels comme les Etats-Unis ou la Russie. Dans un cas comme dans l'autre, ils n'inclinent guère à se soumettre volontairement à des accords préventifs ou même curatifs concernant la ressource.

La Mer souffre davantage encore. Petite, elle disparaît comme la Mer d'Aral. Moyenne, elle souffre et n'arrive plus à recycler la pollution comme la Baltique, la Caspienne, la Mer Noire ou le Golfe Arabo-Persique. Des traités anciens garantissent la liberté de navigation dans les détroits, mais ils ont de redoutables conséquences même s'ils ont pour noble objectif de garantir une partie de l'indépendance des états. Les états riverains ou leurs avatars régionaux en forme de seigneurs de la guerre surexploitent sans scrupules des ressources rares, comme le caviar, certains mollusques, le caractère touristique des îles et naturellement les espèces endémiques de poisson.

Elle supporte naturellement les conséquences de toutes les sottises commises sur le cours des fleuves, par exemple par des Etats sans façade maritime et par conséquent, irresponsables quant aux conséquences de leurs actes en milieu marin. La Mer est véritablement la victime principale d'un impressionnant catalogue de pollutions et de prélèvements excessifs de toute nature et l'un des milieux les plus menacés à court terme.

Mais c'est peut-être aussi l'un de ceux où il est possible de poser des actes politiques forts compte tenu de l'évidence de la menace, de l'amélioration des techniques de surveillance et des possibilités d'accords locaux qui s'y offrent.

L'Atmosphère, on le sait, « bénéficie » des pollutions diverses et en particulier du développement incessant des transports aériens. Ici aussi, et sans préjuger des possibilités réelles de solution, la situation de *no man's land* a de redoutables conséquences : les conséquences visuelles des évacuations de gaz sont devenues si générales qu'à l'exception de quelques rares pays nordiques on ne voit même plus la pollution par opposition à une atmosphère vierge. Pour se donner bonne conscience, les autorités mesurent la pollution et recommandent des comportements. C'est évidemment mieux que rien mais cela montre à quel point, dans de nombreux pays, nous en sommes arrivés. Dans ce milieu-ci, les sources de la pollution paraissent bien difficiles à contrôler : on est en effet face au mouvement brownien de l'humanité et la voie aérienne est celle où la résistance à l'avancement est la plus faible, cependant que l'essentiel de la civilisation actuelle est construit autour de la voiture : l'occupation de l'espace, qu'il soit en surface ou en altitude, est vécue semble-t-il comme une forme de liberté mais la technique ne permet pas encore qu'il en soit ainsi sans aggraver l'environnement du transport.

Restent les pollutions « statiques », de nature industrielle, les mieux identifiables et probablement les plus faciles à combattre.

Le sous-sol profond de notre terre fait l'objet, la technique aidant, de nouvelles menaces.

Qu'il s'agisse d'enfouir dans le tréfonds de nos territoires des déchets nucléaires ou d'épuiser les nappes aquifères car il faudrait attendre trop longtemps pour faire revenir les pluies, la convoitise humaine est insatiable et l'on ne sait pas trop bien, là non plus, où l'on va.

Les régions polaires et subpolaires, longtemps préservées, sont de plus en plus menacées par la quête d'énergie ou d'eau potable. On peut y opérer en toute discrétion compte tenu des conditions climatiques et du faible nombre d'observateurs. Les considérations stratégiques dans l'Arctique, l'isolement du continent dans l'Antarctique et l'immensité de ses ressources justifient les prélèvements abusifs et sauvages ou la pollution sans scrupules.

Quant à l'Espace proche de la terre, il est déjà chargé de menaces redoutables : débris abandonnés, engins en pertes de contrôle, éventuelles charges militaires ou dangereuses. Qui plus est, ces menaces ne sont pas parfaitement identifiées sauf peut-être par leurs principaux responsables, les Etats-Unis et la Russie et encore. Foi dans le progrès, impossibilité de maîtriser les retombées dudit progrès au même rythme que la technique principale, égoïsme fondamentaliste ?

Au total, **il n'est plus de milieux vierges**, c'est sûr, et c'est une bien triste constatation

Mais on peut voir aussi qu'**il y a une hiérarchisation possible** : certains milieux, comme la mer, sont à la fois l'objet de pollutions et de prélèvement, un double échange négatif avec l'homme, en quelque sorte. D'autres, comme l'atmosphère, sont essentiellement menacés par la pollution « simple ». Tous souffrent.

Certains milieux sont juridiquement maîtrisables, d'autres moins. Certaines menaces proviennent essentiellement des transports, d'autres des besoins en protéines, d'autres encore d'une prolifération belliqueuse ou consummatrice. Le statut des territoires ou de leurs accès joue incontestablement un rôle. Au total en tous cas, on n'a pas affaire à une situation linéaire et il est possible de dresser les ordonnées -ou les abscisses- d'une matrice d'intervention.

Devant cette situation, il faut se tourner aussi vers les acteurs de l'écologie ou plutôt de la non-écologie, afin d'essayer de comprendre pourquoi des raisons plus fortes, que la raison ignore, l'emportent sur la raison écologique.

Les comportements néfastes

Dans tout milieu évoluent des individus, des entreprises, des Etats qui par rapport à l'environnement développent des conduites, dont beaucoup sont hélas « à risque ». L'**individu** peut réagir comme un ménage, au sens de la comptabilité nationale ou du fisc. Nous vivons actuellement en Europe une civilisation hédoniste, dans laquelle le plaisir est la valeur prioritaire. La consommation y est une valeur économique mais elle est aussi, en elle-même, génératrice de plaisir à la fois par le fait d'utiliser un bien que l'on consomme mais aussi par l'environnement de la consommation. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les samedi après-midi dans les centres commerciaux les plus réputés. Des milliers de gens dont nous faisons souvent partie d'ailleurs et qui ne sont nullement obligés de choisir les moments d'affluence, s'y pressent, surconsommant de façon caractérisée mais dans un cadre organisé pour cela. Ces lieux sont intéressants car ils symbolisent un comportement à la fois individualiste et grégaire : je consomme au-delà de mes besoins, à côté d'autres membres de l'espèce mais sans m'associer à eux et ce faisant je légitime mon acte.

Bien évidemment, nombreux sont hélas les citoyens qui n'ont que des revenus faibles ou insuffisants pour leurs besoins mais même pour ceux-là, ce comportement symbolique de notre société et de sa hiérarchie de valeurs existe ; le développement du surendettement en atteste. Le propos ici n'est pas de juger le fait en lui-même, mais de constater qu'il peut avoir une influence indirecte significative sur les problèmes d'écologie.

Le deuxième problème est l'anonymat : la non-identification du geste pollueur est également un problème : qu'il s'agisse du maître qui laisse faire son chien, du consommateur de Coca-Cola qui laisse discrètement tomber sa canette, de l'individu qui abandonne sa vieille machine à laver en pleine forêt, de l'automobiliste qui vide discrètement ses huiles dans la soirée, le problème est le même : faute d'une prise de conscience suffisante de la nocivité de certains gestes, le nombre génère l'indifférence et l'indifférence, la permissivité puis l'impunité car il est difficile de maîtriser un comportement devenu sinon majoritaire, du moins ordinaire.

Et puis il y a l'inconscience : inconscience du fait que la somme des petits détails fait un tout, inconscience de la nocivité d'un comportement, inconscience du coût moral, écologique ou financier pour la collectivité. L'abus des détergents, des engrais chimiques, des emballages procèdent souvent de préjugés concernant l'hygiène, le jardinage, le degré de propreté nécessaire. Et rien n'est plus difficile à réguler, dans un système social fortement irrigué par des media puissant, qu'une juste hiérarchisation des choses. On en jugera d'après les véritables terreurs alimentaires qui mettent en quelques semaines à genoux tel ou tel secteur économique ou telle ou telle entreprise, alors que le public semble mithridatisé face à des dangers qui font des dizaines de milliers de morts chaque année.

Mais le citoyen peut aussi réagir en professionnel : il risque bien alors d'être tout aussi individualiste, mais pour des raisons différentes : **la profession**, elle aussi, a souvent du mal à voir les choses en face. Et les professions qui posent problème à l'environnement sont souvent celles où l'on prend des risques et où l'on travaille dur : marins-pêcheurs, agriculteurs, transport routier ou maritime. Bien des raisons à cela : la connaissance du milieu qui est une des formes du professionnalisme, fait espérer que cette année encore on s'en sortira bien, sans organisation de la ressource ou en trichant avec la réglementation. Souvent l'on pense que les textes réglementaires, justement, ne sont pas fondés ou qu'ils sont bons pour les autres.

Il faut d'ailleurs reconnaître que ces textes, souvent imposées depuis de lointains bureaux européens ou autres, sont rarement précédées de campagnes d'explications d'une durée suffisante. D'autre part, et cela nuit aussi à leur crédibilité, les états membres de l'Union

jouent fréquemment un double jeu visant à faire porter à « Bruxelles » le chapeau de mesures nécessairement impopulaires, tout en faisant croire aux populations concernées qu'ils feront tout pour retarder les échéances qu'il s'agisse de la gestion des flottes, de l'évolution inévitable vers le ferroutage ou de la politique agricole commune. Aucun dialogue sérieux et surtout aucune approche sociale n'est pratiquée avec des professionnels étroitement liés à un milieu, hors d'état le plus souvent de se reconvertir pour des raisons très diverses et qui doivent bénéficier d'une forte solidarité du reste de la communauté nationale, qui a tout à y gagner : manger des produits frais et traçables est dans l'intérêt de tout le monde, encore faut-il en accepter le prix plutôt que de surconsommer des produits médiocres.

Jadis surreprésentés politiquement, les agriculteurs en seraient plutôt à ne plus pouvoir faire entendre leur voix, ce qui est une mauvaise chose car ils ont beaucoup de choses à nous dire sur le traitement de la nature. Encore faut-il qu'on n'en accule pas beaucoup dans une situation sans issue, face aux remboursements des prêts du Crédit Agricole.

Au niveau des entreprises aussi, la perception des impératifs écologiques est encore relative car ici la consommation reste, bien évidemment, le maître-mot. Les entreprises, très clairement et c'est leur fonction, orientent leur appareil de production vers les biens et services les plus demandés ou susceptibles de le devenir. C'est ainsi qu'on a vu apparaître, ce qui est plutôt bon signe, des entreprises commerciales ou industrielles se plaçant sous le signe de l'environnement, soit au titre de la découverte d'icelui, soit au titre de sa conservation indirecte, par exemple pour la production de biens non destructifs ou moins destructifs que d'autres par exemple dans le domaine des transports. En troisième lieu bien sûr il y a la communication. Aujourd'hui, et c'est un signe, il n'est pratiquement plus une entreprise de distribution qui ne se réclame à un titre ou à un autre de l'écologie, pas un industriel, y compris parmi les plus pollueurs, qui ne cherche à donner le change : quand on voit des noms comme Rhône Poulenc ou TotalFinaElf, pour ne citer que ceux-là, on atteint vraiment les sommets du paradoxe.

Dans d'autres domaines, c'est l'économie qui pose problème, dans des marchés traditionnellement ouverts et cycliques, où le risque joue un rôle essentiel comme l'armement maritime. Plutôt que de jouer les matamores dans leurs zones économiques, les états maritimes seraient bien avisés de voir le problème où il est, c'est-à-dire dans les contrats d'affrètement et sur la base du droit maritime. En effet, qu'il s'agisse de freiner les recrutements d'équipages de bric et de broc, le développement des bateaux-poubelles ou le comportement irresponsables de certains capitaines, ce n'est qu'en prenant en otages les affréteurs que l'on arrivera à des résultats : la mer est grande et les intérêts sont puissants et bien dissimulés par un opaque réseau de liaisons financières. Ici aussi, on peut voir les effets redoutables du libéralisme à outrance que certains prêchent encore tout en versant des larmes de crocodile sur ses conséquences.

La prise de conscience existe visiblement chez tous les chefs d'entreprise mais la mise en cohérence se heurte souvent, bien sûr à des intérêts financiers contraires mais parfois aussi à des aberrations fiscales ou techniques.

L'Etat a donc un rôle capital à jouer pour orienter le comportement des entreprises dans un sens non-destructeur voire protecteur de l'environnement. Mais lui aussi se montre, en France comme ailleurs, très individualiste et conformiste, aussi.

Avant même de jouer –ou de ne pas jouer– un rôle régulateur dans les domaines stratégiques comme l'approvisionnement en eau et en énergie ou dans le transport, les Etats ont aussi leurs habitudes propres. Tout d'abord et tout simplement, les budgets consacrés aux actions environnementales sont très faibles et la proportion écologique, qui pourrait faire l'objet d'un calcul, entre l'argent public consacré, pour quelque motif que ce

soit, à l'amélioration de l'environnement et celui qui sert pour des objectifs globalement dommageable, est très faible.

Pourquoi ? **parce nos objectifs nationaux et communautaires sont restés essentiellement centrés sur un développement économique de type classique et libéral**, privilégiant la consommation en général, les objectifs réels ou supposés de Défense Nationale ou d'infrastructures largement génératrices de pollutions diverses sous leur forme actuelle. On tend même à défendre le principe suivant lequel il serait sain que le particulier dépense encore davantage et surtout paie moins d'impôts, suivant un modèle issu de l'avant-guerre : la bonne économie se développerait naturellement en rendant la proportion de libre-arbitre dans le choix économique de l'individu de plus en plus importante.

En d'autres termes, il serait logique et souhaitable, par exemple, qu'on achète toujours davantage de véhicules thermiques roulant sur plus de routes, avec plus d'énergie gaspillée et de pollutions. En effet, acheter des automobiles est un devoir, car cela fait marcher l'économie etc.

Ce modèle serait à la rigueur défendable, si la possibilité d'orienter la consommation ou l'investissement privé vers des produits « écologiquement inertes » existait, ce qui de toute évidence n'est pas encore le cas.

La fiscalité, ressort essentiel des états, joue elle aussi un grand rôle, en particulier celle qui s'applique à l'énergie. Ce rôle est généralement négatif en France car elle est essentiellement de nature indirecte, donc à faible visibilité politique. On citera pêle-mêle l'absence de détaxation des véhicules électriques, le rôle de manne fiscale à plusieurs titres que joue le secteur pétrolier pour l'Etat, l'obstination à favoriser le transport routier, le rôle pernicieux de la TVA et l'absence de législations correctives dans certains domaines comme les emballages ou la production d'aliments pour les animaux.

La politique étrangère, de son côté, prend insuffisamment en compte la nécessité de faire pression sur les principaux états pollueurs

La politique des prix des moyens de transport est également un levier puissant et chacun connaît les conséquences dommageables, par exemple, de la préférence routière affichée depuis de longues années par les gouvernements successifs au nom de raisonnements à court terme. L'absence de stratégie globale en matière d'environnement est en tous cas évidente, malgré la présence de nombreux services administratifs qui seraient probablement capables d'établir des plans globaux tenant compte des législations internationales, des bilans énergétiques globaux, de l'avancée des nouvelles technologies énergétiques.

Au terme de cette petite réflexion, quelques approches un peu encourageantes peuvent être tentées. Pour relier le particulier au général, tout d'abord : l'action pour l'écologie peut-elle être la somme de la défense de l'environnement de chacun ? Pour déterminer les éventuelles incompatibilités, ensuite, qui pourraient exister entre un système économique totalement libéral et la protection de l'environnement.

Comprendre l'écologie

Pour beaucoup, la défense de l'environnement, c'est d'abord un combat contre les atteintes immédiates au cadre de vie. Dans chaque commune, dans chaque pays, sous la bannière de la défense de l'environnement, d'innombrables associations défendent un territoire. Dans le pays anglo-saxons, le terme NIMB (*Not in my backyard*) désigne de façon imagée l'attitude qui consiste à ne s'intéresser, de façon quasi exclusive, qu'à l'environnement de leur maison, de leur quartier, de leur région : tout peut bien se passer mais ailleurs. Il ne s'agit pas de nier que, dans une société largement fondée sur la

consommation et l'amélioration constante du confort de chacun, les routes, les tunnels, les aéroports, les décharges ou les usines doivent exister quelque part mais d'exiger, d'obtenir qu'ils se fassent ailleurs, aux dépens des autres. Ailleurs, les logements sociaux, ailleurs les cinémas multiplexes, les hypermarchés même si l'on en bénéficie soi-même ou au titre de sa famille.

Dans cette conception, ce n'est pas l'environnement en général qui est défendu, mais l'environnement de chaque cellule humaine ou plus exactement la manière dont le changement de son environnement est perçu. Bien sûr, ceux qui s'en prévalent consciemment ou non bénéficient d'un large soutien dans la mesure où il s'agit d'une attitude naturelle, atavique. Se défendre contre une menace esthétique, sociale, olfactive, auditive ou autre au confort et aux habitudes de tout un chacun est mobilisateur et c'est même l'occasion de retrouver, par la création et l'expression d'un groupe, une forme de solidarité grégaire qu'on a oubliée. Que la cause soit juste ou non, elle apporte un plus social à ceux qui la défendent et il est piquant de constater que cette attitude prospère surtout dans les zones les plus favorisées en termes d'environnement. C'est d'ailleurs tout à fait logique : plus la qualité du cadre de vie est élevée, plus elle a été difficile à obtenir en termes de valeur, plus elle est importante à défendre pour ses détenteurs contre les risques de perte de valeur. Il est d'ailleurs piquant de constater que les détenteurs en question, qui appartiennent souvent aux classes les plus favorisées, sont fréquemment eux-mêmes, au titre de leur activité économique, parmi les pollueurs actifs de l'environnement général.

Conséquence ultime de cette conception « environnementaliste », l'environnement apparaît lui-même comme une valeur de marché. Il ne s'agit pas d'un patrimoine collectif, au sein duquel les nuisances sont arbitrées collectivement contre les avantages sociaux dont elles dérivent. Il s'agit au contraire d'un bien qu'on peut acquérir et protéger ensuite par des moyens divers, contre ceux qui prétendraient y toucher ou même menacer d'en diminuer la valeur. Les dirigeants américains, par exemple, sont tout à fait dans la même logique, lorsqu'il réclament, et obtiennent parfois de pouvoir acquérir des droits à polluer. Simplement, le bénéficiaire est ici un Etat et non un particulier. Le principe est le même.

Pour être cohérente avec l'égoïsme individuel, cette conception de la défense des intérêts environnementaux de chacun connaît, bien évidemment, des limites que l'on atteint rapidement. Elle est socialement difficile à défendre puisque le *confort* de certains vient aux dépens du bien-être de tous. Elle est intellectuellement incohérente puisqu'elle part plus ou moins du principe que le dommage à l'environnement est acceptable globalement mais inacceptable en particulier. Elle encourage l'absence de réflexion et d'action globales sur les problèmes en mobilisant la combativité des citoyens sur des causes parfois discutables mais en tout cas non structurées. Elle ne résout rien, puisque tout projet significatif temporairement repoussé finira, s'il est justifié, par se réaliser car les logiques qui en ont décidé s'imposeront en dernier ressort.

Pour toutes ces raisons, la défense globale du milieu naturel ne saurait en tous cas être la somme d'actions spécifiques de ce type. On est aux antipodes de l'écologie : il ne s'agit pas ici d'optimiser, dans une économie globale des échanges, les rapports entre un milieu naturel et l'activité d'un élément aux caractéristiques spécifiques, l'Homme, créateur de milieu, qui perturbe le système écologique en place. Il s'agit au contraire d'accepter de façon fataliste une dérive qu'on ne cherche pas à contrôler et d'en limiter les effets pour de petits groupes, en fonction de leur combativité ou des richesses dont ils disposent. Le *struggle for environment* se trouve ainsi substitué au *struggle for life*. Au lieu de rechercher de nouveaux équilibres, on pratique la fuite en avant : la croyance

fondamentaliste en un Progrès dont on ne sait pas trop bien au juste en quoi il consiste, l'emporte sur toute autre considération.

Dès lors, l'existence même du phénomène NIMB incite à se demander s'il n'existerait pas une incompatibilité fondamentale entre le système économique que nous vivons et qui est précisément à l'origine de ce développement, et la solution, s'il en existe, les problèmes écologiques.

En d'autres termes, si l'on ne veut pas pratiquer, au sens propre, une politique de la Terre brûlée et que l'on considère l'écologie comme une priorité, ne faut-il pas remettre en question les principes sous-tendant le développement économique ou tout au moins y réintroduire une dose suffisante de contrôle politique ?

L'individualisme est aujourd'hui, dans une large mesure, devenu la base du comportement de chacun à un point tel qu'il semble avoir atteint ses limites et que dans de nombreux endroits du monde les fondamentalismes religieux réapparaissent, signe évident d'un retour du balancier. Que va-t-il en advenir et quelles seront les conséquences « écologiques », c'est une autre histoire mais en tous cas nous sommes sans doute au sommet de la courbe de l'égoïsme et de la vision à court terme de choses.

C'est que cet individualisme, cet aveuglement se justifie, à court terme et pour une partie faible mais non négligeable de la population mondiale, par un système ou plus exactement par un mode de vie économique qu'on a modélisé sous le nom de libéralisme.

Il n'est ni dans notre propos ni d'ailleurs dans nos compétences d'en discuter au fond mais il nous semble que ce « modèle », dans la mesure où il est toujours accepté comme un bien en soi, voire propagé par les entités politiques les plus significatives de la planète, rend à peu près impossible un redressement de son système écologique global.

Il est en effet fondé sur l'équilibre « naturel » des marchés. De nombreux économistes tous plus qualifiés les uns que les autres ont raffiné le système pour expliquer ou justifier des tas de choses et il semble effectivement que tant qu'il s'agit de régir les rapports économiques des hommes entre eux et de leur assurer le moins mauvais niveau de vie possible, il semble effectivement que, dans la durée, ce système soit le moins mauvais.

Mais dès qu'il s'agit de dépasser les valeurs matérielles et d'assurer une qualité de vie d'une autre dimension, qu'elle soit politique, écologique, philosophique, morale, elle démontre ses limites et même elle pose de sérieux problèmes en réduisant progressivement la marge de manœuvre politique. La politique y est grosso modo considérée comme un sous-produit du pouvoir économique, lequel peut induire, progressivement un rapport de forces technologique et militaire difficilement réversible, avec l'extérieur d'abord puis si l'on n'y prend pas garde, avec l'intérieur. Ce n'est alors plus seulement un modèle économique, c'est aussi un modèle politique, un mode de domination. Le système se retrouve en contradiction avec lui-même et c'est pourquoi d'ailleurs la démocratie américaine a posé la théorie des contre-pouvoirs, censés garantir définitivement sa société contre les dérives possibles. Mais c'est là une autre discussion.

Contrairement à d'autres, le système libéral n'est pas inventé de toutes pièces par l'esprit humain mais se contente d'être la formalisation *ex post* d'un comportement sociologique naturel à l'espèce humaine en ce qui concerne ses échanges de biens. Il a donc avec lui la force du réel social, il en traduit en quelque sorte la brutalité mais aussi la constance et la productivité. Réciproquement, il présente une double caractéristique.

La première, c'est qu'il ne saurait avoir de finalité à caractère normatif : il n'a pas de but et ne traite que d'échanges de biens, de valeur ajoutée et d'évolution des valeurs. Mais on

voit mal, à moins de croire en une forme de transmutation politique, pourquoi un tel système, une telle explication des rapports économiques, recevrait une onction morale. C'est pourtant cette transmutation qu'ont tentée ceux qui pensent que la Liberté tout court procède nécessairement de la « liberté » des échanges.

La seconde, c'est qu'il pose en principe que les biens sont échangeables, donc par définition dotés d'une valeur. Si la valeur devient infinie, par exemple du fait de leur raréfaction ou s'ils ne sont pas échangeables du fait de leur appartenance collective à l'humanité, le système libéral ne répond plus. La volonté des *rogues states* de l'écologie d'acheter des droits à polluer est d'ailleurs caractéristique d'un mode de pensée totalement aliéné par la pensée libérale. Ce n'est plus « je pense, donc je suis » mais « j'achète, donc je suis » !

Or, on l'a vu, l'écologie est essentiellement fondée sur une appréciation morale de la qualité de vie et s'applique à la propriété collective d'un milieu : la Terre et l'Espace. On voit donc apparaître une incompatibilité fondamentale, que l'on voit s'exprimer aussi bien au niveau du citoyen devenu principalement consommateur que du groupe social : le citoyen est aujourd'hui devenu, en quelque sorte par devoir, un consommateur et le groupe social poursuit un but de puissance économique qui débouche nécessairement sur un déséquilibre politique et écologique.

A travers la consommation, le citoyen ne satisfait plus seulement des besoins essentiels : il ne s'agit plus seulement de s'abriter, de manger, d'apprendre et de travailler. Mais la consommation par elle-même est devenue le cœur du mode de vie : ce qui compte, c'est ce que les gens veulent, ce que le Marché demande !

La moindre baisse de la consommation est devenue une crainte, une obsession : personne ne se demande si l'on ne pourrait pas faire tourner l'économie sur autre chose que des biens « jetables » et, d'ailleurs, de moins en moins jetables c'est-à-dire de moins en moins bien acceptables par l'environnement lorsqu'ils se transforment en déchets.

En effet, la recherche de la qualité technique et pratique du bien de consommation a tendance à le rendre indestructible. C'est le cas par exemple de ce symbole envahissant et destructeur, non seulement du paysage mais de certaines espèces animales : la bouteille en plastique. Malgré quelques timides essais, la demande de conditionnement étouffe dans l'œuf toute tentative d'utilisation d'emballages dégradables ou de retour au verre, parce que le PVC, matériau-roi, se prête le mieux à la valorisation artificielle du produit.

Tout l'effort publicitaire est fondé sur la valorisation de l'obsolescence artificielle : jouir d'un outil beaucoup plus performant que nécessaire et s'en débarrasser bien avant qu'il ne soit usé, rendre sa réparation plus ou moins impossible ou inutile vu son coût.

Des biens autrefois considérés comme l'investissement d'une vie, deviennent « culturellement » jetables, démontrant ainsi une fuite en avant irrépressible qui est aussi une négation de la valeur. D'une certaine manière cette évolution est logique puisqu'en agissant ainsi, l'homme sanctionne la mécanisation et l'automatisation de sa production : puisque ma voiture ou mon ordinateur ne demande plus que quelques heures à produire, ils deviennent jetables au bout de deux ans. Mon appareil photo devient jetable, même s'il est immergeable, équipé de flash, de grand angle et d'une bonne optique. Mais j'ai injecté 20 euros dans l'économie : c'est bien. Quelqu'un d'autre se charge de le récupérer après le labo. Quelqu'un, quelque part, a bien dû faire le bilan des matériaux utilisés en termes de recyclage et d'utilisation de l'énergie. Ce n'est, en tous cas, pas mon problème et de toutes façons je n'ai pas le choix. Sinon, je peux aussi acheter un appareil numérique ultraperformant mais compliqué à utiliser. Quant aux autres, même en parfait état de marche, ils gagneront les greniers ou les musées.

Ainsi, les biens sont de plus en plus jetables pour le consommateur, de moins en moins acceptés comme tels par l'environnement. Il y a là un vrai problème de la **gestion de la valeur ajoutée**, sur lequel il faut nécessairement se pencher si l'on veut trouver des solutions avant qu'il ne soit trop tard.

Ce phénomène gagne maintenant des secteurs entiers de l'économie : qu'on pense qu'il y a un gaspillage insensé engendré par l'économie galopante des télécommunications. Des investissements se chiffrant en milliards d'euros et qui laissent des traces durables dans les paysages s'envolent en fumée quant à leur valeur mais sillonnent le sol, défigurent les édifices et les paysages, volant en pure perte des capitaux énormes qui auraient pu donner à manger, à boire, à travailler à des millions de gens que l'on aurait aussi pu soigner.

Un autre problème, tout aussi philosophique, se pose au niveau même de l'individu : dans le modèle actuellement répandu en Occident au sens large, la consommation n'est pas seulement un réflexe et une base de vie, elle se pose même en valeur alternative, y compris au niveau des services.

Au-delà de la satisfaction des besoins, la consommation du superflu est devenue pour une large part de l'humanité la base même du comportement du citoyen. Elle ne pourrait maintenant cesser de l'être qu'au prix d'un retour sur soi-même, d'une évolution mentale difficile à envisager dans l'immédiat.

Bien entendu, il en va de même au niveau de l'organisation des échanges puisque c'est à ce niveau que la valeur ajoutée se dégage. Les intérêts marchands portent, de plus en plus, non plus sur la création de valeur ajoutée industrielle au niveau de biens durables mais sur celle qui provient des échanges ou de la création de services ou de valeur ajoutée intellectuelle telle que la création de programmes informatiques. Les marchés financiers se fondent principalement, non plus sur les qualités de production, la stabilité de la direction, les marchés qui s'ouvrent à une entreprise industrielle mais sur des facteurs de plus en plus financiers et immatériels. Ils ne misent plus sur le développement industriel donc la création d'emplois mais au contraire sur la diminution de ceux-ci, prise comme un symbole de productivité et donc de bonne santé économique, de flexibilité. L'amélioration fantastique des moyens informatiques semble mise au service de spéculations creuses à caractère purement politique ou événementiel. La raréfaction des monnaies de réserve limite les spéculations sur les changes.

Les cycles des nouveaux produits comme le téléphone portable deviennent de plus en plus courts, l'obsolescence de plus en plus rapide et donc la capacité d'amortir les investissements de production de plus en plus aléatoire.

De son côté la dépense publique directe, elle aussi créatrice de valeur ajoutée et d'emploi, est stigmatisée car elle stériliserait une partie de la consommation disponible (!) et concurrencerait artificiellement le secteur privé, jugé par principe plus performant.

Dans ce contexte, la création artificielle d'événements plus ou moins graves allant jusqu'à la guerre, devient presque, pour un pays comme les Etats-Unis, une nécessité économique devant la saturation des activités économiques positives liées à la consommation « naturelle » des ménages.

La création de cycles armement-destruction-reconstruction est à l'ordre du jour. Elle fournit en effet un processus idéal : officiellement, c'est le secteur privé qui est présent en amont dans la recherche fondamentale et appliquée, pendant le conflit au niveau des media et lors de l'après-crise, dans la gestion des ressources et de la reconstruction. Le principe libéral est donc théoriquement respecté. Le chiffre d'affaires total réalisé est colossal car le degré de sophistication des techniques est très élevé et l'innovation importante. Ainsi, l'effet de réamorçage pour un nouveau cycle est garanti et l'avance technologique par rapport à la concurrence est maintenue. La monnaie nationale bénéficie

d'un coup de fouet sur les marchés, permettant une gestion plus facile d'une dette considérable. Le maintien du contrôle des matières premières, c'est-à-dire en fait d'une gestion laxiste de celles-ci, reste assuré. Tout va bien.

En fait, bien sûr, c'est le contribuable américain ou étranger, qu'il soit victime ou non et non le consommateur qui paie : les programmes militaires sont pour l'essentiel financés par lui, la dépense militaire directe évidemment aussi. Quant à l'après conflit, le financement des marchés, qu'elle soit financée par le pays « d'accueil », les Nations-Unies ou l'administration du protectorat, est inévitablement assuré par un contribuable national ou étranger. C'est, intellectuellement, une vaste supercherie.

Quel que soit le prétexte et la mécanique du déclenchement de tels conflits, c'est le contexte économique de leur occurrence qui est intéressant.

Il illustre en effet l'incapacité fondamentale de l'économie de marché sous la forme où elle se développe actuellement à conduire un développement qui ne soit pas directement ou indirectement nocif à l'environnement de l'Homme. Il illustre d'ailleurs aussi le manque d'intérêt réel des décisionnaires politiques principaux pour cette dimension de leur mission, en dehors de la gesticulation rituelle en période électorale.

Dans le domaine politique, précisément, l'affirmation des Etats se fait à travers une « pensée » libérale conformiste, commune à de nombreux dirigeants de la génération actuelle et probablement assez mal adaptée aux nouveaux enjeux. Parmi ceux-ci figure, précisément, celui de **découvrir, pour une humanité en croissance, un mode de développement économique et personnel exempt de retombées environnementales ou politiques négatives**. On en est loin et même, semble-t-il, on s'en éloigne.

Sous l'influence du mode de pensée dominant, l'espace régalien tend à se rétrécir et avec lui, naturellement, toute forme de hauteur de vues et de planification par rapport à l'avenir, deux choses qui sont essentielles à la gestion écologique. Il est d'ailleurs piquant de constater que parmi les champions officiels de l'écologie, nombreux sont ceux qui pourfendent l'Etat-nation. Celui-ci a certes de nombreux défauts mais qui a l'immense avantage de ne pas s'aligner nécessairement sur le néo-libéralisme. De nombreux Verts souhaitent renvoyer à un hypothétique Etat fédéral un traitement fondamental du problème. A voir ce qui se passe en Europe, on peut constater que, si des mesures globales de protection sont prises, le pseudo-pouvoir européen est surtout assuré par des fondamentalistes du libéralisme le plus total, ce qui nous renvoie aux conséquences ci-dessus évoquées.

Les conséquences de la politique de Défense –ou même d'attaque, d'ailleurs- liées aux conflits ont été évoquées. Mais même en temps de paix, tout le monde pense au problème de la dissémination nucléaire et a en tête les terribles et permanentes menaces constituées par les arsenaux nucléaires et leurs vecteurs, en bon état ou non. Comme si les choses n'allaient pas assez mal, les Etats-Unis ont entrepris de miniaturiser les charges, ce qui ne peut qu'avoir de redoutables conséquences. Parmi elles, la légitimation du feu nucléaire pour les états qui y accèdent comme l'Inde, le Pakistan, Israël ou la Corée du Nord de sont éventuelle utilisation tactique, l'économie sur les vecteurs, la multiplication des essais rendus possibles sur des territoires moins vastes et bien d'autres encore. Plusieurs états importants qui avaient officiellement renoncé à l'arme nucléaire comme l'Iran ou l'Egypte risquent même maintenant de revenir sur leur décision devant l'agressivité anglo-saxonne et la plus grande facilité qu'il y aura à se constituer une défense nucléaire. Quant aux états pacifiques et nucléaires, l'inquiétude ne peut que les faire relancer leurs programmes sous peine de devoir assister passivement au développement du scénario du Dr.Folamour et donc d'être indirectement complices du désastre qu'un déséquilibre de puissances ne peut manquer de produire.

Ici aussi l'on retrouve les effets d'une mondialisation exclusivement économique alors qu'elle devrait être, d'abord, politique.

Quant à la **gestion de l'énergie**, elle mérite une réflexion particulière.

Les ressources fossiles sont le double objet de la fringale énergétique de notre civilisation et d'une demande énorme de transformation chimique orientée, entre autres, vers la production d'emballages. Elles sont très localisées et posent donc de redoutables problèmes de politique internationale.

On peut voir que les états les plus gourmands, reprenant le chemin du bon vieux colonialisme, résistent de moins en moins à la tentation de se servir, dès qu'ils ne sont plus sûrs de la docilité de leurs relais locaux. Mais il n'y a pas que cela : la réduction du nombre des monnaies de réserve rend la gestion des échanges en énergie de plus en plus instable : si un volume important des ventes d'énergie venait à être libellé en euros par exemple, qu'advierait-il du cours du dollar US ? qu'advierait-il, par conséquent, du financement par la planche à billets des déficits américains et de la crédibilité de la signature US ? Devant de tels enjeux, les considérations écologiques ne pèsent pas lourd.

S'abandonner par conséquent à ces ressources pour assurer, longtemps encore, l'essentiel des besoins de plus en plus importants en énergie ne paraît guère pertinent. Ce serait même, semble-t-il, exacerber les dangers.

Il y en effet fort à parier que, dans sa ligne actuelle, la Commission Européenne s'en prendra un jour ou l'autre aux entreprises d'Etat qui gèrent dans certains pays, comme le nôtre, l'énergie. Cela reviendrait en fait, sans fournir aucune solution alternative, à s'en prendre à leur indépendance et à augmenter la dépendance de ces nouveaux pays vis-à-vis des grandes compagnies pétrolières « internationales » c'est-à-dire en fait américano-britanniques. Les dangers politiques de cette attitude sont évidents.

Mais il y a aussi les dangers écologiques directs. S'en tenir exclusivement aux énergies d'origine fossile, c'est aussi renoncer à limiter les risques et les pollutions induites par le transport par voie maritime du pétrole et de ses dérivés et encourager objectivement le développement d'un parc galopant de véhicules thermiques car le prix de revient de la production d'électricité, énergie alternative, ne saurait dans cette hypothèse durablement baisser.

Les énergies « alternatives » telles que fournies par le vent, les marées, le soleil, les néo-carburants sont bien sûr séduisantes et elles progressent sur le plan technique. Mais elles semblent à ce stade loin de répondre quantitativement à des besoins en perpétuelle expansion. Elles ne sont pas nécessairement sans inconvénients sur le plan écologique, ainsi que le démontrent par exemple les sites espagnols proches de Gibraltar. On peut espérer cependant que leur part progressera régulièrement dans les bilans énergétiques et il est très important que les gouvernements leur réservent des investissements suffisants, en particulier pour la recherche.

Reste le nucléaire « civil ». Tout a été dit, avant ou après Tchernobyl sur ce sujet ou presque, l'une des cibles favorites des écologistes. Il n'est pourtant pas certain que l'on ait épuisé définitivement le sujet. L'avancée des technologies, la constatation qu'un système énergétique doit être pris dans son ensemble, la relativisation entre nucléaire civil et nucléaire militaire incitent à se reposer certaines questions.

L'avancée des technologies, d'abord. On miniaturise aujourd'hui –hélas-les charges militaires nucléaires. Il n'y a aucune raison de penser qu'on ne pourrait maintenant sécuriser dans d'assez bonnes conditions, en nombre limité, des centrales électriques nucléaires. Sécuriser techniquement, bien sûr mais aussi géographiquement en travaillant sur la qualité du transport électrique.

La prise en compte de l'ensemble du système énergétique, ensuite.

Il est clair que les premières générations de centrales ont fait courir des dangers importants et dans certains cas ont effectivement causé des dommages très graves à la population environnante. Si l'on relativise cependant sur la durée et si l'on compare ces dommages avec ceux qu'a induits, directement ou indirectement, l'utilisation des énergies d'origine fossile, force est de constater que le bilan n'est pas forcément en défaveur de l'industrie nucléaire. Ce n'est pas seulement l'accidentologie locale qu'il faut prendre en compte, mais aussi l'utilisation excessive des véhicules à propulsion thermique, la génération de nombreux conflits parfois très coûteux en vies humaines autour des intérêts pétroliers sans parler des pollutions diverses et variées liées au transport des hydrocarbures.

Enfin, il serait étrange, semble-t-il, qu'on admette qu'un nombre toujours croissant de pays accèdent à l'arsenal nucléaire, infiniment dangereux, alors qu'on leur interdirait les moyens d'une certaine indépendance énergétique. Les expériences récentes démontrent qu'il devient dangereux pour un pays qui souhaite à terme conserver et développer sa culture au niveau mondial d'accepter de devenir dépendant d'un marché de l'énergie qui sera facilement contrôlé par telle ou telle grande puissance. Si l'indépendance « militaire » devient un mal inévitable du fait de l'abus de puissance commis par les grands pays détenteurs du feu nucléaire, l'indépendance civile est *a fortiori* acceptable.

Dans ce sens, une exploitation raisonnée de l'industrie nucléaire civile est aussi un facteur de paix, mais à certaines conditions.

La première, c'est qu'une mise en commun des savoirs en matière de production et de sécurité permette d'optimiser celle-ci et qu'au lieu de devenir un objet de négociation, voire dans certains cas de chantage, la protection du personnel et des populations soit un élément d'une coopération pacifique et mondiale en matière d'énergie.

La seconde, c'est que l'utilisation du nucléaire civil fasse l'objet d'une appréciation de pertinence permanente. En d'autres termes, il s'agit à tout moment de vérifier, avec projection dans le temps pour les investissements, si l'exploitation d'autres sources d'énergie peut se révéler qualitativement et quantitativement substituable au nucléaire et d'opérer des recommandations de programmes dans ce sens.

La troisième c'est que le stockage et le traitement des déchets fasse véritablement l'objet d'une action internationale concertée et que les solutions choisies ne soient pas mises en place sur le principe de la loi de la Jungle mais au contraire dans le cadre des organisations internationales reconnues.

Le nucléaire doit être vécu, non comme une contestation dangereuse des monopoles pétroliers mais comme une possibilité alternative et transitoire de préserver l'équilibre des forces internationales et de mieux répartir la richesse mondiale.

Les solutions

Au total, si l'on envisage l'ensemble des problèmes d'écologie, ils se rassemblent en une économie, en forme de digestion : prélèvement, transformation et rejet. Qu'il s'agisse d'éléments nutritifs, directement utilisés pour l'énergie nécessaire au corps humain ou bien de ressources d'origine animale, végétale ou minérale, la fin directe ou indirecte sera toujours la même : intervenir dans l'économie interne du corps humain. Mais les rendements sont infiniment différents, qu'il s'agisse de l'aval, c'est-à-dire de la productivité de la ressource prélevée par rapport à l'usage que l'on en fait ou de l'amont, avec le taux de reconstitution, si elle existe, de la même ressource dans la Nature.

Les problèmes d'environnement sont donc nécessairement très liés à ce qu'on pourrait appeler une **économie de la valeur**. En quoi doit résider la richesse humaine ? Est-il possible de proposer des choix de vie qui soient moins destructeurs du cadre de vie de l'humanité sans être pour autant attentatoires à la liberté de chacun ? La mondialisation

pourrait-elle devenir politique et tourner le dos à la tendance actuelle, qui consiste à soumettre aux soi-disant lois du marché, expression vide de sens s'il en est au plan normatif, l'existence même de milliards d'individus ?

La solution, s'il en existe, aux problèmes écologiques, a ainsi clairement une dimension philosophique et il conviendra donc d'agir, en dérivée, sur le désir, la propension à consommer par rapport à l'investissement, le mode de consommation. C'est déjà une première dimension, normative de l'action politique.

Mais il s'agit aussi, sur le plan pratique, d'amener ceux qui consciemment ou inconsciemment dévastent l'environnement à ne plus le faire ou tout au moins à limiter leur méfaits. Il s'agit d'équilibrer les intérêts et les rapports de force : aujourd'hui, des professions et des nations ne peuvent vivre, voire survivre qu'en surexploitant certaines ressources et il faut trouver des solutions compensatrices ou alternatives, des modes transitoires, des formations pour l'avenir. Nombreux sont ceux, de par le monde, qui s'emploient, souvent dans des conditions très difficiles, à cette tâche. Elle est actuellement surtout assurée par des ONG, des associations, des coopératives et quelques personnalités d'exception.

Mais le soutien, quand il existe, des gouvernements est faible quand ils ne sont pas franchement hostiles. Et, comme l'exemple européen en témoigne, la priorité indispensable à l'humain est bien éloignée du système libéral, qui repose sur un acte de foi irrationnel : à la fin des fins, le mariage entre l'Offre et la Demande rendra tout le monde libre et heureux, du moment que l'Etat n'empêche pas les « choses » de se faire et qu'il se fasse aussi petit que possible : le moteur du progrès, c'est un juste profit. Aussi ridicule que soit le fond de cette pseudo-doctrine qui n'est qu'un habillage, une justification d'un réel dont on ignore les causes profondes, il est à craindre qu'elle tienne encore longtemps le haut du pavé. Or, dans le cadre social, le libéralisme se heurte immédiatement à une asymptote qui est l'injustice sociale et donc potentiellement à une révolte, à un conflit.

Par contre, dans son interface avec la Nature, celle-ci n'est pas en mesure de se défendre directement et ses défenseurs oeuvrent pour le bien commun, non pas directement pour la défense de leurs intérêts propres. La prise de conscience et la motivation sont donc d'un tout autre ordre.

C'est donc en s'appuyant sur les dommages évidents du laisser-faire qu'il est possible d'articuler des politiques couvrant chacun des trois volets, chacune des trois interfaces qui mettent en contact l'Homme et son environnement. Pour autant, chacun des trois volets est indissociable des deux autres.

Au niveau mondial, bien sûr, il s'agit tout d'abord de lutter pour des principes.

L'un des premiers consiste à **restaurer l'équilibre entre économie**, ou plus exactement profits, et politique : là où le pouvoir ou l'argent sont rois, l'écologie meurt. C'est vrai bien sûr dans les rapports entre les pays les puissants mais aussi à l'intérieur même de ces pays, généralement détenteurs d'espaces importants. Ce qu'il faut d'abord tuer, c'est l'idée d'une autorégulation par le marché. Puisqu'il est clair que dans le cas de l'écologie, la naissance d'un contre-pouvoir était invraisemblable voire impossible, la seule option possible est une régulation politique, qui ne peut évidemment qu'être internationale car les états les plus pollueurs sont aussi les plus puissants.

C'est au niveau de leurs intérêts économiques qu'il convient de les toucher : la monnaie qu'ils utilisent pour leurs transactions financières, les bénéfices de leurs plus grandes entreprises ou de leurs dirigeants, leurs approvisionnements ou leur exportations en énergie, l'influence politique qu'ils peuvent exercer dans telle ou telle partie du monde.

Diaboliser les contrevenants afin de les discipliner, de les convertir à une nouvelle forme d'économie solidaire, c'est l'objectif constant à se fixer pour notre pays : c'est à la fois son intérêt et son devoir.

Le second, c'est de **reprendre les données juridiques du problème**. On a vu que le Droit international s'est fondé à une époque où l'écologie n'était pas un problème, à par peut-être pour une poignée d'esprits éclairés. Qu'il s'agisse de régenter les rapports entre les Nations ou d'administrer des espaces libres ou neutres, il paraît indispensable qu'un *aggiornamento* soit opéré par les personnalités compétentes. Faut-il pour autant chercher à imposer des solutions « terriennes » aux marins ou se contenter d'aménager les règles existantes, par exemple pour la gestion des détroits ? Sans doute pas. Dans de nombreux cas il faut développer une nouvelle pensée juridique, ce qui ne peut être fait que par des juristes et non des diplomates, en établissant de nouveaux principes du Droit et en les intégrant dans les différents domaines concernés : Commerce international, Droit maritime.

Le troisième, c'est d'établir **un lien fort entre le fait de contrevenir à l'ordre écologique et la nécessité de réparer**. Le principe que le pollueur soit aussi le payeur est certes largement médiatisé ; pour autant, son application pratique reste extrêmement limitée et même dans les pays où l'on juge en équité, la portée pratique des jugements a généralement été limitée par rapport à l'immensité des profits réalisés par les entreprises condamnées. La justice anglo-saxonne, très à la mode, a aussi d'immenses désavantages, entre autres et par définition pourrait-on dire, son caractère largement arbitraire.

Il faut donc probablement penser à contractualiser, c'est-à-dire subordonner la signature de certains contrats à la signature préalable d'engagements de réparer, assortis de *performance bonds* souscrits par des pools de compagnies d'assurance, de réassurance ou de banques. De tels engagements impliquent la nécessité physique d'une remise en état et non seulement le paiement de dommages qui ne réparent pas grand' chose et après si longtemps. Mieux vaut lutter contre l'adversaire avec les armes de l'adversaire, que de s'échiner à trouver des solutions qui n'en sont pas et désespèrent les victimes.

Le fait de créer une pollution majeure ou de porter atteinte de façon durable et grave à une ressource naturelle devrait également, de façon automatique, générer de façon temporaire l'interdiction de contracter commercialement dans un ensemble de pays rassemblés pour la lutte de préservation de l'environnement.

Le quatrième, c'est de restaurer le principe d'une hiérarchisation des tâches et des objectifs, autrement dit d'**une planification collective**. Cette planification existe déjà partiellement, dans le cas de l'*Agenda 21* par exemple. Mais il serait hautement souhaitable qu'elle puisse être à la fois plus large et plus liée au développement, dans le cadre de l'Organisation des Nations-Unies. Il est indispensable de lier de façon beaucoup plus forte le développement du Tiers-Monde, l'exploitation contrôlée des ressources et l'absence de pollution majeure dans le processus industriel. La « liberté » du commerce se retourne fréquemment contre les objectifs poursuivis, aussi devrait-elle être elle-même soumise à une forme d'éligibilité, par l'intermédiaire d'une Charte de l'Environnement par exemple. La liberté, oui, mais pour des partenaires publics ou privés acceptant des règles communes. Cette évolution, qui se fait clairement jour dans le domaine des poursuites pénales internationales par exemple, pourrait également être initiée dans le cadre de la protection des ressources et de l'environnement.

Planification des ressources, aussi. Là aussi, il est peut-être souhaitable de refondre l'organisation internationale pour créer une Organisation consultative unique du management des ressources vitales telles que l'Eau, les ressources énergétiques, les espaces naturels vierges. La situation actuelle conduit à une forme de compartimentation qui est probablement à l'origine d'un certain manque d'efficacité.

Il faut en tous cas éviter la formation de « prés carrés » du genre de l'*ALENA*, qui aboutissent à mettre en coupe réglée au profit de quelques nations dominantes des zones vierges mal défendues par des états pauvres ou politiquement dépendants. Une trop grande régionalisation des zones d'influence politiques est en ce sens néfaste car elle aboutit à créer des Yalta écologiques sans aucun contrôle possible.

S'il est clair que l'affermissement des principes sera une tâche longue et difficile, un certain espoir est certainement possible, à condition de conserver dans l'esprit une idée très simple : dans les organisations internationales, quel que soit leur objectif, c'est la fin qui doit primer et non la géographie.

Au niveau intermédiaire aussi, il y a bien des choses à faire. Le niveau intermédiaire, c'est celui des techniques, des organisations professionnelles, des ensembles régionaux. C'est celui des options ouvertes à un gouvernement qui ne s'en remet pas seulement à la coordination internationale mais souhaite mener des actions pilotes et volontaristes pour créer le mouvement en marchant, pour accoutumer sa population et celle de ses voisins à voir l'avenir différemment.

Tous les chapitres comptent, tout se décline. Ce qui est essentiel c'est qu'aucun domaine ne soit tabou, que tous les départements ministériels se voient imposer une feuille de route écologique qui démontre aussi qu'on peut animer, développer, nourrir une économie tout en avançant dans l'amélioration de la chaîne écologique très particulière qui unit l'homme et son environnement.

S'il s'agit d'**urbanisme**, il faut travailler sur une densification intelligente, sur une diminution proportionnelle des réseaux routiers traditionnels, sur la qualité de la construction et des transports publics. L'appel à l'épargne du particulier et de l'entreprise doit mobiliser de nouvelles ressources financières à autre chose qu'à du bâtiment « jetable ».

S'il s'agit d'**équipement**, l'heure est à une réévaluation des choix énergétiques et l'assainissement doit faire l'objet d'un réexamen total, tout comme le transport de marchandises. La pollution aérienne, automobile et routière doit faire place à une nouvelle économie du transport.

Santé, agriculture, métiers de la mer : quel est le domaine où l'environnement n'est pas un paramètre-clé ? Encore faut-il que les professionnels, pour pouvoir améliorer leur « performance » environnementale, puissent raisonnablement compter sur le respect de leur métier et recevoir une garantie raisonnable de leurs revenus pendant un temps suffisant. L'idée d'une planification « européenne » peut donc être retenue. Même si elle semble à première vue sans rapport avec l'écologie, elle devrait permettre aux acteurs de l'agriculture d'être sécurisés et de connaître sur une période de temps suffisamment longue le revenu sur lesquels ils peuvent compter pour assurer leur fonction sociale sans risque excessif pour l'environnement. Encore faut-il penser en termes de partenariat et non de comptes à régler entre fondamentalistes libéraux protégés par un statut de fonctionnaires, d'une part, et lobbyistes professionnels d'autre part.

Ce n'est qu'avec des acteurs suffisamment formés, suffisamment rémunérés et suffisamment organisés qu'on arrivera à limiter les coups portés à l'environnement sur ces fronts importants que sont la mer, les terres agricoles et la route.

S'il s'agit de **développement économique**, il faut réhabiliter une économie de la valeur ajoutée qui permette d'orienter la dépense vers de nouveaux horizons. L'action politique ne doit plus simplement suivre le train de la consommation comme le cow-boy galope derrière le train. Elle doit au contraire découvrir de nouveaux domaines d'expression pour la dépense en tant que moteur de l'économie. L'exemple des télécommunications montre

clairement qu'en fonction de leur attitude, les pouvoirs publics peuvent directement ou non déclencher de gigantesques gaspillages ou bien au contraire contribuer à satisfaire une demande de communication légitime.

Dans le secteur privé, les pouvoirs publics doivent aussi intervenir, cette fois-ci pour impulser une nouvelle politique de l'emballage, domaine où le paradigme de l'inutilité est bien près d'être atteint tant une demande qui ne provient que de l'effet de nouveauté a besoin d'être stimulée.

Enfin **la recherche**, non seulement technique et scientifique mais aussi sociale, peut contribuer à mieux prévoir, à mieux organiser la satisfaction de besoins authentiques : revenir vers la satisfaction de besoins essentiels et rarement disponibles comme le logement, l'accès à la culture, un meilleur équilibre physiologique.

La « révolution budgétaire » en cours en France devrait, en offrant la possibilité de sortir de la routine des choix, aider l'instance politique à faire de véritables et nouveaux choix.

Le **rôle des media** n'est pas neutre non plus et le Service Public a un rôle essentiel à y jouer pour familiariser la population avec les grands enjeux écologiques, pour l'aider à faire de meilleurs choix, pour faire évoluer cette digestion naturelle que constitue son rapport à l'environnement.

Car pour finir, c'est bien au niveau du citoyen lui-même que va se jouer l'essentiel du problème : saura-t-il, avant qu'il ne soit trop tard, être convaincu de passer d'une « Grande Bouffe » dommageable à ses auteurs comme à la Terre nourricière à une éthique raisonnable ? Deviendra-t-il celui qui sait pourquoi il consomme, ce que cela coûte à prélever et à consommer et ce qu'il serait préférable de faire, aujourd'hui et demain pour assurer le bien-vivre des générations futures dans la Nature. Ceci, pour le citoyen nanti bien sûr car pour les autres, de très loin les plus nombreux, le débat apparaît bien théorique.

Le problème une fois posé, il fallait pour avancer un déclencheur politique puisque les dirigeants traditionnels ne montraient que peu d'empressement à prendre en compte cette nouvelle dimension.

Les Verts se sont alors levés. La formidable ambition des partis « écologistes » de par le monde était, et elle est toujours double. D'une part, il s'agissait de susciter chez les nantis une prise de conscience forte sur l'état du monde en matière environnementale et sur son inquiétante évolution. En même, il s'agissait par la création d'une économie équitable et solidaire dans le monde, de sortir de la redoutable équation du développement destructif du Tiers- et du Quart Monde : préférer une promotion économique indispensable mais dommageable aux ressources ou la mort de faim au nom de l'écologie. Les choix économiques et philosophiques des Verts étaient, au nom des principes, cohérents : refus du nucléaire civil et militaire, préférence pour les formules politiques fédérales et régionales, tiers-mondisme affiché. Pour autant, sont-ils politiquement pertinents ?

C'est loin d'être certain : l'intégration des préoccupations environnementalistes chez les pouvoirs politiques traditionnels a été suffisante pour priver les partis écologistes d'une bonne partie de leur vivier politique. Par contre, ils ont intégré beaucoup plus rapidement encore les jeux de la classe politique sans acquérir pour autant la profondeur de vues et la capacité de travail des meilleurs de cette classe. Et nous voici ramenés à la démonstration précédente.

Si les Verts pouvaient retrouver leur fraîcheur et les généralistes politiques se décider à fixer de vrais objectifs à la population, sans doute celle-ci pourrait-elle être convaincue de suivre de nouvelles voies et de peser vigoureusement sur ses dirigeants pour avancer vers

un nouvel Etat de l'Environnement. Il faut maintenant passer à une nouvelle étape : après la prise de conscience, l'action coordonnée et généralisée.

Au fond, tout se tient.

Pour établir une stratégie générale et un calendrier écologique, **une organisation mondiale structurée**, financée par un prélèvement sur l'énergie, apparaît maintenant indispensable. Tout comme la Paix, l'Education, la Santé ou le Commerce, la défense ou plus exactement une gestion appropriée de cette valeur fondamentale qu'est la ressource Terre concerne le concert des Nations. L'affirmation collective des principes généraux, la mise en place des actions appropriées, le recensement des connaissances et des évolutions font partie de ses attributions logiques.

La **recherche d'un nouveau modèle économique** apparaît elle aussi indispensable. On l'a vu, le modèle libéral encore défendu actuellement par toute une génération de politiciens témoins de l'effondrement des économies étatiques, est par nature hors d'état de répondre au défi de l'environnement. Il est d'ailleurs tout aussi incapable de répondre à d'autres défis comme le maintien de la Paix. Il est donc urgent de relancer la pensée, à la recherche d'une économie libérale certes mais qui réhabiliterait la planification, l'investissement public et privé, un nouvel équilibre des propensions pour les acteurs économiques.

Enfin, une **évolution comportementale** déjà initiée mais qui va se poursuivre, met en jeu la recherche d'une nouvelle valeur ajoutée. L'équivalent monétaire de l'heure de travail utilisée, se raréfiant, a vocation à s'investir dans une qualité elle-même plus coûteuse : qu'il s'agisse de meilleurs produits alimentaires, d'une plus grande consommation de services dispendieux ou de la relance du désir esthétique. En recherchant la valeur de l'objet, on crée une source de revenus pour les moins riches qui sont ses créateurs, une source de satisfaction et d'enrichissement personnel pour son détenteur et on rend un partage culturel possible pour tous.

Il s'agit finalement de lutter pour un nouveau modèle de société, associant développement durable, recherche de la qualité et coopération internationale élargie. C'est certainement possible, mais à condition qu'au niveau européen comme au niveau national, des prises de position fortes interviennent, faisant de la gestion de l'environnement un objectif principal de la politique.

